

## Décision du Conseil fédéral

### concernant la prolongation de l'autorisation accordée aux cantons de Berne, de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, du Tessin, de Vaud et de Genève de faire exécuter des peines privatives de liberté sous surveillance électronique à l'extérieur d'un établissement

---

*Le Conseil fédéral suisse, lors de sa séance du 14 décembre 2007 a décidé:*

- 1 En vertu de l'art. 387, al. 4, du code pénal<sup>1</sup>, les cantons de Berne, de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, du Tessin, de Vaud et de Genève sont autorisés:
  - a. à faire exécuter des peines privatives de liberté de 20 jours à un an sous surveillance électronique à l'extérieur d'un établissement;
  - b. à faire exécuter pour une durée d'un mois à un an le solde des peines privatives de liberté de longue durée et/ou le travail externe sous surveillance électronique à l'extérieur de l'établissement;
  - c. dans les cas de jugements rendus sous l'empire de l'ancien droit, à combiner par étapes l'exécution sous surveillance électronique au sens de la let. a avec le travail d'intérêt général.
- 2 Le recours à des dispositifs de surveillance fondés sur l'emploi de satellites («Global Positioning System», GPS) est prohibé pour l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique à l'extérieur d'un l'établissement.
- 3 L'exécution d'une peine privative de liberté sous surveillance électronique à l'extérieur d'un établissement, ne peut en principe être mise en œuvre que si:
  - a. la personne condamnée y consent;
  - b. les personnes faisant ménage commun avec la personne condamnée y consentent;
  - c. l'autorité cantonale compétente garantit l'encadrement de la personne condamnée.
- 4 La validité des autorisations expire le 31 décembre 2009.
- 5 En vertu de l'ordonnance du 30 juin 1993 concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux<sup>2</sup>, les cantons visés au ch. 1 sont tenus de participer aux relevés statistiques périodiques de l'Office fédéral de la statistique (OFS) relatifs à l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique à l'extérieur d'un établissement. Les autorités cantonales d'exécution compétentes sont tenues de fournir les informations nécessaires. Elles doivent remplir conformément aux instructions les questionnaires qui leur sont remis par l'OFS et les lui retourner.

<sup>1</sup> RS 311.0

<sup>2</sup> RS 431.012.1

- 6 Les cantons visés au ch. 1 évaluent les résultats de l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique à l'extérieur de l'établissement en 2007 (conformément au ch. 6 de l'autorisation du Conseil fédéral du 21 décembre 2006) et en 2008. Ils font rapport à l'Office fédéral de la justice, d'ici à fin mars 2009. L'évaluation porte sur les points suivants:
- Quelles incidences le code pénal révisé, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007<sup>3</sup>, a-t-il sur l'exécution sous surveillance électronique de courtes peines privatives de liberté, notamment sur le nombre de personnes entrant en considération, sur les qualités requises pour entrer en considération et sur le consentement des personnes concernées?
  - Dans quelle mesure l'exécution du solde de longues peines privatives de liberté sous surveillance électronique répond-elle à un besoin? Les nouvelles dispositions concernant le régime progressif de l'exécution des peines privatives de liberté et la possibilité de recourir à la surveillance électronique à titre de mesure de sécurité dans le cadre de l'exécution des peines ne suffisent-elles pas?
  - A combien se montent les coûts de l'exécution des peines sous surveillance électronique cas par cas, notamment par rapport au régime de la semi-détention ou à l'exécution sous la forme de peines pécuniaires ou de travail d'intérêt général?
- 7 Le non-respect des conditions et charges visées aux chiffres 1 à 6 peut entraîner la révocation de la présente autorisation.
- 8 Le présent arrêté est communiqué par la Chancellerie fédérale aux gouvernements des cantons de Berne, de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, du Tessin, de Vaud et de Genève.

14 décembre 2007 Au nom du Conseil fédéral suisse:

La présidente de la Confédération, Micheline Calmy-Rey  
La chancelière de la Confédération, Annemarie Huber-Hotz

<sup>3</sup> RO 2006 3459 3539

## **Décision du Conseil fédéral concernant la prolongation de l'autorisation accordée aux cantons de Berne, de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, du Tessin, de Vaud et de Genève de faire exécuter des peines privatives de liberté sous surveillance ...**

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	2008
Année	
Anno	
Band	1
Volume	
Volume	
Heft	02
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	15.01.2008
Date	
Data	
Seite	147-148
Page	
Pagina	
Ref. No	10 141 294

Die elektronischen Daten der Schweizerischen Bundeskanzlei wurden durch das Schweizerische Bundesarchiv übernommen.

Les données électroniques de la Chancellerie fédérale suisse ont été reprises par les Archives fédérales suisses.

I dati elettronici della Cancelleria federale svizzera sono stati ripresi dall'Archivio federale svizzero.